



Panzberšenó kadalá le Historikané Lačharimatènqi Agorutnó e Themèsqo le Rromènqo ànd-i Evròpa 2013-2017 / 2013-2017: Quinquenio para la definitiva reparación histórica del Pueblo Gitano en Europa / 2013-2017: Quinquenni per a la definitiva reparació històrica del Poble Gitano en Europa / 2013-2017: Bost urteko behin betiko Konponketa historikoa European Roma / 2013-2017: Cinco anos per a definitiva reparación histórica dos Xitanos en Europa / 2013-2017: Pesë vjet për romët riparim historik në Roma in Evropë / 2013-2017: Fünf Jahre für die historische Wiedermachung der Roma in Europa / 2013-2017: Pet godinaza Konači papravak povijesnom Roma u Europa / 2013-2017: Pět let definitivní opravy historického Romů v Evropě / 2013-2017: Fem år til endelig reparation historiske Romaer i Europa / 2013-2017: Quinquennium for the definitive historical reparation of Roma people in Europe / 2013-2017: Pät' rokov definitivnú opravu historického Rómov v Európe / 2013-2017: Pet let za dokoučno popravilo starega Romov v Evropi / 2013-2017: Kvin Jarøj por definitiva riparo historica ciganj en Eŭropo / 2013-2017: Viis aastad lõplik remon ajalooline Roma Euroopas / 2013-2017: Viisi voutta lopullista korjausta historiallisa Roma Euroopassa / 2013-2017 : Quinquennat pour la réparation historique et définitive du peuple rom en Europe / 2013-2017: Vijf jaar voor de definitive reparative historische Roma in Europe / 2013-2017: Öt éve az Európai Roma Nép végleges történelmi jóvátéleréert / 2013-2017: Cinque anni per la definitiva riparazione storica Rom in Europa / 2013-2017: Quinque Annos definitivam instaurabo historica Roma in Europa / 2013-2017: Penkeri metai galautinio remonto istorinio romei Europoje / 2013-2017: Fen år for definitive reparasjon historiske Romá i Europa / 2013-2017: Pieć lat dla ostatecznej naprawy zabytkowego Romów w Europie / 2013-2017: Fem år för definitiv reparation historiska Romerna i Europa / 2013-2017: Cinci ani pentru reparatii definitive istoric romilor în Europa / 2013-2017: Πέντε χρόνια για την οριστική ιστορική αποκατάσταση των Ρομά στην Ευρώπη

FR

Trabajando desde 1972 por la dignidad, los derechos y las libertades

- Premio Populares 1979 • Premio Nacional de Derechos Humanos 1999 • Premio Evens 1999
 • Declarada de Utilidad Pública • Punto Focal en España de la Década para la Inclusión de los Romá
 • Miembro de la Red Europea Contra el Racismo (ENAR) y de la Mesa Nacional de ENAR España





2013-2017 : QUINQUENNAT POUR LA RÉPARATION HISTORIQUE ET DÉFINITIVE DU PEUPLE ROM EN EUROPE

Panzberšenθé kadalá le Historikané Lačharimatènqi Agorutnó e Themèsqo le Rromènqo ànd-i Evròpa 2013-2017

Document de base en vue de sa diffusion, son analyse et sa discussion, formulé à l'initiative de la Asociación Nacional Presencia Gitana, Espagne (°)

Ce peuple qui a toujours été exclu et menacé n'a pas eu, après les horreurs du dernier siècle, de réparation morale (...). Il est temps d'agir, car cette injustice s'accroît de jour en jour.

Lettre ouverte de Günter Grass adressée au ministre fédéral de l'Intérieur du Gouvernement allemand le 2 novembre 2010¹

Le 31 décembre 2010 s'achevait la première décennie du XX^{ème} siècle. Une décennie que le prix Nobel d'Économie Paul Krugman définissait comme celle du "Grand Zéro", parce que, "ayant couvé et engendré une catastrophe économique mondiale", "il ne s'y est passé rien de bon", puisque lors de cette période c'est à peine si "nous n'avons rien obtenu ni rien appris", à moins que cela ne soit, à la rigueur, "notre faible disposition à apprendre de nos erreurs".

La persistance de la crise, qui surgit au cours des dernières années de cette première décennie du siècle présent, de manière aussi persistante que résistante, s'est révélée systémique au début de la seconde, et menace de devenir endémique, ouvrant de manière abrupte dans cette réalité habitable que nous appelons Europe un processus dystopique de convergence de crises successives *glocalisé*, puisque la globalité dans laquelle nous vivons n'est réelle et n'a de sens qu'à partir des espaces concrets du local.

À propos des grandes faiblesses que montre ce moment complexe et imprécis de l'Europe, rempli de mauvais présages et de paradoxes difficiles à manier – puisque bon nombre d'aspects de ce que nous appelons civilisation occidentale se modifient rapidement et brutalement, dans une société du "risque global", selon l'expression du sociologue allemand Ulrich Beck – le futur semble, aujourd'hui plus que jamais, être associé à l'incertitude, à la désorientation et à la crainte que produit la crise, et au changement permanent, qui se manifeste même dans la manière de comprendre l'Europe, devenue un problème. En même temps que les limites de ce que nous admettions comme possible se brisent, les priorités s'altèrent et s'accompagnent de la perte de légitimité des institutions et du discrédit dont souffrent les formes démocratiques, attribuable tant au manque de stabilité des sphères dirigeantes et même de dignité de certains secteurs des élites des pouvoirs factiques – de moins en moins élitistes et dirigeantes, et de plus en plus irresponsables et déprédatrices –, qu'à la réduction et même l'absence de talents nés, de manière disproportionnée par rapport à leur présence active à d'autres époques moins inclémentes.

Albert Einstein soutenait (*Comment je vois le monde*) que "dans les moments de crise, seule l'imagination est plus importante que la connaissance". Lorsque les idées se font rares, il est nécessaire d'en appeler à la résilience – capacité de résister et de se relever pour affronter les

¹ Prix Prince des Asturies des Lettres 1999 et Prix Nobel de Littérature la même année, Prix Hidalgo 1992 de la Asociación Nacional Presencia Gitana et membre de son Conseil depuis cette date.



problèmes –, à la ténacité et à la coopération coresponsable, et décocher les flèches de l'imagination pour avoir du succès à l'avenir avec des idées imaginatives, germe d'alternatives sérieuses et pertinentes. Nous devons nous orienter, en contestant "les vérités révélées", la fausseté de l'impossibilité supposée de transformer la négativité de la réalité héritée et la soi-disant objectivité comme le support de la condition scientifique du savoir social, pour les remplacer par la réflexivité et la nécessité de la dépendance mutuelle, avec la solidarité comme unique horizon possible de toute réalisation personnelle et la personne comme sphère d'autonomie respectable, mais également d'accomplissement communautaire multilatéral, puisque nous sommes, tous les êtres humains, égaux en dignité.

Pour cela, reniant la paresse intellectuelle, la médiocrité rampante et la conjuration des imbéciles, il serait nécessaire, comme le propose l'historien espagnol Santos Juliá, d'établir "un diagnostic critique, en rien complaisant avec ce qui est advenu (...), qui fuit des *mea-culpa*, abomine des *récits* et déchire les voiles qui occultent la simple réalité que nous avons vécu très au-dessus de nos possibilités", en plein milieu d'un cauchemar inhumain qui plane sur d'importants contingents, bien que minoritaires, mais significatifs, de personnes défavorisées et qui subissent la ségrégation : "gens de la misère ou au bord de l'être" (José Saramago *dixit*), éternels individus souffrant du manque de liberté, d'égalité et de fraternité, aussi bien pendant les périodes les plus dures et inclémentes du passé et du présent que durant les époques hautaines, démesurées, de fausse opulence générale d'hier et d'aujourd'hui, avec l'humiliation comme mode de vie, la faim de pain et de dignité, l'ignorance crapuleuse, la pénurie absolue et le malheur invincible des pratiques ségréguatives, comme niche socio-mentale historiquement insurmontable, au milieu de l'incurie et de l'intolérance qui ont converti les Roms en victime depuis des siècles : signes maudits de l'oppression comme histoire à laquelle ils ont été condamnés pour le *délit* de naître et d'être différents.

Devant cette perspective, aujourd'hui plus que jamais nous devons assumer le défi-engagement de transformer la situation héritée et survenue, en cherchant le progrès social depuis la culture comme territoire et l'éthique comme vecteur de tout processus humain, inspirée des droits de l'homme et du pluralisme social et politique. Munis de ces valeurs, et utilisant l'information comme outil herméneutique pour connaître – une connaissance distribuée en réseau pensé, pour que l'ignorance personnelle soit compensée par le savoir impersonnel – et pour comprendre ce qui se passe, nous serons dans de meilleures conditions pour survivre, affronter les aspects négatifs de la réalité et engendrer des solutions qui nous permettent de produire des surprises efficaces pour la transformer, conscients que les nouvelles utopies d'aujourd'hui peuvent également être la réalité de demain.

D'un point de vue rom, la crise oblige également à cette partie significative de l'euro-citoyenneté, que constitue dans la Paneurope le *Them Romanó* / Peuple Rom – que la définition la plus précise reconnaît comme "Communauté transnationale à base multi-étatique" –, à analyser, outre la situation de la société majoritaire, la sienne concrètement, en essayant d'apporter des alternatives pour affronter et résoudre les problèmes détectés avec le talent, le courage et la détermination que la gravité de l'occasion exige. Depuis cette conscience de coresponsabilité, nous avons l'audace de corriger le diagnostic économiciste de Krugman, avec lequel nous initiions ces réflexions : nous apprenons de nos erreurs propres et de celles d'autrui, et nous nous proposons de contribuer à cette correction.

À notre connaissance, la décennie passée a apporté à la Communauté rom espagnole une opportunité historique inédite, que ses organisations associatives ont rendues possibles durant

quatre années d'un intense travail plein d'espoir, de compréhension, d'inclusion, de critique et de proposition, élaborant, en coopération et synergie avec le Gouvernement de la Nation, le *Plan d'action pour le développement de la population rom 2010-2012*. Pionnier en Espagne, en Europe et, nous osons le dire, dans le monde, le plan repose sur trois axes moraux, que l'on peut extrapoler à tous les Etats au sein desquels les Roms sont séculairement établis :

Un) Il est essentiel que les pouvoirs publics soient capables d'assurer le bien être de tous les citoyens, éliminant les inégalités et la discrimination, et favorisant la participation à la vie publique de toute la population, et ce, dans les mêmes conditions.

Deux) La population rom, au cours de son histoire, a été la victime de situations d'inégalités et de discrimination, et continue aujourd'hui encore d'être un des groupes sociaux les plus défavorisés et touchés par les processus d'exclusion sociale.

Trois) La récupération de la Mémoire de la population rom, ainsi que l'instrumentalisation de sa réparation historique, reconnaissant les apports avec lesquels elle a contribué aux sociétés majoritaires comme la société espagnole et, par extension, la Paneurope, reste encore à faire.

Plan pionnier en Espagne, disions-nous, et sans aucun doute un référent pour toute l'Europe et pour les autres continents où la présence rom est avérée, parce qu'elle part d'une approche paradigmatique cosmopolite de l'altérité culturelle, sociale et humaine inédite, puisqu'elle donne à la *différence rom* un cadre commun et reconnaît en elle l'égalité des droits à la pluralité des éléments constitutifs de la société, essentialisant les différences et stimulant le communautarisme. En outre, et malgré des limitations surmontables, des lacunes réparables, des angles perfectibles et des aspects certainement améliorables du document, avec la résolution d'inerties et d'obsolescences survenues, **pour la première fois dans le devenir du vieux continent, un État s'engage à "instrumentaliser la réparation historique" de ses citoyens roms séculairement ajournée** ; quelque chose que la Asociación Nacional Presencia Gitana (qui participe *ab initio* à tout le processus) réclamait de la part des successifs gouvernements démocratiques depuis janvier 1976 : deux mois après la mort du dictateur Franco, le dernier et non moins illustre de ses persécuteurs.

En ce qui concerne, donc, l'État espagnol, où les Roms/Tsiganes sont concitoyens avec les autres espagnols *non Roms* depuis la fin de l'immédiate *préhistoire* de son histoire moderne – dont l'année 1499 marque le commencement, suite à l'unification des différents royaumes de la Péninsule ibérique en premier État européen - , l'initiative que défend ce document a un antécédent plus lointain et un autre plus institutionnel relativement proche², précurseur dans le temps et dans notre

² La première proposition structurée sur ce sujet fut présentée aux pouvoirs publics par notre organisation et avait pour nom *Plan Estatal de Urgencia para la Comunidad Gitana española [Plan national d'urgence pour la Communauté tsigane espagnole]*, adressé au Gouvernement de transition démocratique, après la mort de Franco, en janvier 1976. Plan dont il est question au paragraphe précédent, et qui ne fut jamais pris en compte par cette Administration pré-démocratique ni par les gouvernements successifs, démocratiques, malgré les demandes réitérées de Presencia Gitana, sous la protection des devoirs et des responsabilités que la Constitution espagnole, approuvée par le Congrès des députés le 31 octobre 1978, attribuait aux pouvoirs publics. Mais la première formulation de cette idée précède sans aucun doute dans le temps les dates ici consignées, puisqu'elle est contenue dans l'énoncé des objectifs statutaires de l'association, à propos des finalités que poursuit Presencia Gitana en termes de mission depuis sa création le **15 février 1972**. Parmi celles-ci, il était énoncé spécifiquement le double but de "**approfondir dans le processus de réparation historique et de réhabilitation de la Communauté tsigane, projetée vers elle-même et vers d'autres minorités régionales et ethniques, tant en Espagne qu'à l'étranger, contribuant aux objectifs communs d'organisations proches et/ou similaires nationales et internationales**", ainsi que "**contribuer, par vocation collective de solidarité universelle, à l'entendement et à la communication sociale et citoyenne entre les hommes et les femmes de tous**



propre pays du "Plan d'action" appliqué par l'État espagnol pour le triennat 2010-2012. Nous faisons référence au "*Manifiesto del Defensor del Pueblo de España y los Comisionados Parlamentarios Autonómicos*" [*Manifeste de l'ombudsman espagnol et des mandataires parlementaires autonomiques*'], souscrit par le *Collège des Ombudmen*, le 4 mars 1999, lors du Cinquième Centenaire de la Pragmatique de Madrid³. Le *Manifeste*, à l'initiative de Presencia Gitana, constitue un avertissement pour la conscience des pouvoirs publics et de la citoyenneté majoritaire, consacrant la proposition que 'tant les institutions publiques que les organisations sociales promeuvent des initiatives pour stimuler des activités de concorde et de vivre ensemble (...) indispensables pour que la **réparation d'injustices historiques** commises contre certains peuples et ethnies dépasse les formulations rhétoriques et se concrétise dans des réalités tangibles", afin que "la société espagnole se montre au nouveau millénaire avec la satisfaction d'avoir réparé les injustices commises contre les minorités".

Une fois cet élan plein d'espoir déchu ou, plus exactement, relégué dans l'oubli, le moment est venu de réactiver celui-ci, étant donné la vigueur de l'engagement des responsables de l'administration de l'État espagnol, qui a pris corps dans le "Plan d'action", configurant un nouveau temps-axe pour la communauté tsigane espagnole, extrapolable aux autres États européens. Un temps au cours duquel s'ouvre une période exceptionnellement importante, également pour la citoyenneté rom d'Europe : le dénommé "*Horizon 2020*" [Résolution du Parlement européen, du 9 mars 2011, sur la stratégie de l'UE pour l'intégration de la population rom dans un plan d'action indicatif et pluri-niveau, en vue de garantir son intégration socioéconomique et de son inclusion active, à l'échelle nationale et communautaire, pour aborder les problèmes et trouver des solutions dignes et définitives, dans le cadre de la transposition des objectifs de la Stratégie Europe 2020], dans lequel le **Quinquennat 2013-2017** peut, et doit, s'inscrire.

En 2017 cela fera six cent ans du début du processus qui donna lieu à la dissémination et à l'établissement consolidé de la présence rom/tsigane en Europe, après la migration séculaire de l'Inde, sa patrie d'origine, vers la Méditerranée, entre le X^{ème} et le XI^{ème} siècle. 2017 se dessine, donc, comme une année décisive pour les *Rromá and-i Evròpa* / les tsiganes en Europe. Au cours de celle-ci, l'Europe fêtera le sixième centenaire d'un événement important, et devra remémorer les circonstances qui ont convergé à l'époque, faisant de l'année 1417 un moment charnière pour le vieux continent et une date clé pour les *Rromá, européens de droit car anticipateurs de l'Europe avant que l'Europe ne soit l'Europe*. Le 30 octobre 1413, Sigismond de Luxembourg – marquis de Brandebourg, trentième roi de Hongrie et de Pologne, souverain de Bohême, roi des Romains et empereur du Saint-Empire romain germanique – lançait la convocation d'un Concile œcuménique, à la demande du pape Jean XXIII, pour en finir avec le schisme qui embourbait l'Église d'Occident, avec trois papes – le propre Jean XXIII, Grégoire XII et Benoît XIII –, se disputant simultanément la chaise de Saint-Pierre. Chacun d'entre eux

les peuples, ethnies et cultures, comme base du vivre ensemble pluriel dans la tolérance et le respect, la justice et la paix en dignité et liberté, au-delà des frontières idéologiques, physiques ou mentales". Ces objectifs font partie de l'idéologie associative que nous avons maintenu lors des plus de quatre décennies de fonctionnement, comme *leitmotiv* inspirateur des projets, activités et actions conçus et développés jusqu'à présent, et ont été assumés pour la première fois dans l'histoire de l'Espagne par un corps institutionnel de l'Administration de l'Etat constitutionnel et démocratique (tel que cela est expliqué dans les lignes qui suivent le texte principal complétant cette note). Sur eux reposent, en dernière instance, l'initiative transnationale et paneuropéenne que ce document aborde et propose, en cette treizième année du XXI^{ème} siècle, claironné depuis son commencement comme *le Siècle de l'égalité*.

³ Signée par les rois catholiques, c'est la première des plus de deux cent cinquante normes dictées par les pouvoirs publics durant les cinq siècles suivants de l'histoire de l'Espagne, destinées à éliminer l'altérité rom.



prétendait gouverner l'Église catholique, excommuniant et combattant les autres, en même temps que se divulguait, extra-muros de Rome, les *erreurs* contre le dogme du Vatican.

Réuni du 14 août 1414 au 22 avril 1418 dans la ville italienne de Constance, sous la tutelle de Sigismond contre tout avatar et surmontant d'innombrables incidences, des ajournements répétés, des suspensions et des reprises intermittentes, le Concile essaya d'atteindre "*ad pacem, exaltationem et reformationem ecclesiae, ac tranquillitatem populi christiani*" / "outre la paix, l'exaltation et la réforme de l'Église, pour la tranquillité du peuple chrétien". En 1417, le conseil des évêques et des ecclésiastiques de la chrétienté élit Oddone Colonna, qui monta sur le trône pontifical sous le nom de Martin V. L'accord apaisa l'Église de Rome, donna une impulsion l'avancée des réformes et permit de retrouver l'ordre interne. Cela supposa l'exaltation du prestige impérial du dernier monarque de la dynastie Luxembourg et son sacre comme "roi croisé", par ses luttes contre les turcs et l'éradication expéditive des prêches du théologien et réformateur tchèque Jan Hus contraires aux dogmes de la religion catholique, qui monta sur le bûcher le 6 juillet 1415 avec ses partisans les plus réputés dans la même ville de Constance, où l'hérésiarque s'était présenté confiant que le sauf-conduit délivré par son hôte et juge impérial. De tels *mérites* valurent à Sigismond l'investiture comme "tête de la chrétienté".

Aux quatre nations initialement concurrentes (l'Allemagne – Suisse, Pays Bas, Dalmatie, Croatie, Hongrie, Bohême, Pologne et Scandinavie –, la France, l'Angleterre – avec le Pays de Galles et l'Irlande – et l'Italie – avec Chypre et la Crète –), s'unirent les royaumes ibériques de Castille, d'Aragon, de Navarre et du Portugal. **Les archives historiques gardent la mémoire documentaire des laissez-passer que l'Empereur délivra à certaines familles roms sous sa juridiction lors de l'année 1417, déjà mentionnée au paragraphe précédent. Comme symbole de "gran perdonanza" (grand pardon de l'Église Catholique), il les autorisa à circuler sur son Saint-Empire, et à "demeurer et passer" également vers d'autres royaumes, comme la France et le Nord de l'Italie. Profitant de circonstances favorables, cette sorte d'antécédent – *more rromanó* / à la manière rom – du droit à la libre circulation des personnes accréditées (qui tant de siècles après s'est imposé sur le territoire de l'Europe communautaire), permit qu'une dissémination massive et extraordinairement rapide ait lieu pendant les décennies suivantes. Les documents et les témoignages recueillis partout dans les archives et mentionnés dans les annales historiques rendent bien compte de la multiplication de cette présence tzigane.**

Pendant les séances du Concile de Constance et lors des longues négociations de Sigismond avec le roi d'Aragon, en tant que monarque des territoires compris entre Peñíscola et Avignon, Alphonse V (surnommé par la suite "le Magnanime") montrera son accord complet avec les prises de position et les décisions de l'Empereur à propos des Roms, ce qui, en 1515, favorisera la concession d'un sauf-conduit royal à Thomas de Sabba, pèlerin sur la tombe supposée de l'apôtre Saint Jacques à Iria Flavia (Galice, Espagne). Le 12 janvier 1425 le monarque accordait un sauf-conduit ou droit de passage à un autre chef rom, "Jean d'Égypte et ceux qui iront avec lui et l'accompagneront", "pour qu'il soit bien traité et accueilli sous peine de notre colère et indignation".

Du particulier au général, de la péninsule Ibérique à l'Union européenne et à la Pan-Europe, en ce début d'année, troisième de la seconde décennie du XXI^{ème} siècle, s'ouvre un horizon dont les perspectives offrent une opportunité historique : le **QUINQUENNAT 2013-2017 POUR LA RÉPARATION HISTORIQUE ET DÉFINITIVE DU PEUPLE ROM EN EUROPE.**



Communauté transnationale à base multi-étatique, une grande proportion de la minorité rom souffre dans les pays où elle est établie – dans la plupart des cas en coexistant sans cohabiter avec les populations historiquement réceptrices – une situation aussi injuste et indigne qu'inéquitable et intolérable, maintenue et non réparée à ce jour sur presque tout le continent. Situation qui empêche et leste encore, ici et là et généralement partout, la vie quotidienne de l'immense majorité de ses citoyens – *européens de droit*, comme les appelle très justement Günter Grass – ; population sacrifiée par l'exclusion et la ségrégation, la marginalisation et même l'auto-marginalisation, la discrimination et même la persécution, la haine et même l'extermination génocide. Les niveaux de résistance, la distance sociale et le fossé qui sépare les *Rromá* des standards moyens mélioratifs des sociétés majoritaires *non Roms*, empêchent l'extension, la jouissance et l'exercice des droits inhérents à leur condition citoyenne, qu'ils nécessitent, et méritent, en humanité et en justice d'atteindre avec urgence.

Au vue de notre exposition, il s'agit d'amortir au niveau continental ces *bibaxtalé bersá* / années malheureuses, au passé infâme et interminable et au présent récidiviste, surmontant l'historique inhibition de ceux qui se trouvaient dans l'obligation de les abolir, fut-ce par mépris ou désintérêt des institutions et des opinions publiques, fut-ce par oubli intéressé ou minimisation déplaisante et triviale du problème par les chroniqueurs et les historiens, dans un *mémoricide* (c'est ainsi que nous définissons *l'assassinat de la mémoire* : ne pas vouloir savoir, ne pas vouloir que l'on sache et esquiver ou vider, une fois que l'on sait, l'importance de ce qui est arrivé dans le puits sans fond du manque de mémoire pour que cela n'inquiète personne) inclément et maintenu. Faits terribles qui se gardent dans les taudis de l'histoire universelle de l'infamie, dont l'*humus* prévaut dans une bonne mauvaise mesure et qui, sauf exceptions tant honorables qu'insuffisantes, rendent impossible ou difficile, à ce stade de l'histoire européenne, le mandat, inexcusable pour les pouvoirs publics de toutes les latitudes, dont l'application permettrait d'atteindre la pleine citoyenneté des *Rromá* depuis la perspective de la défense et de la promotion des droits et des libertés fondamentales inhérents à toute personne. Il s'agit d'obtenir, enfin, l'amortissement de cette dette vieille de 500 ans et ce calvaire historique, à partir de l'indemnisation réparatrice des dommages infligés au peuple rom : *Héjira desde siempre / por todos los caminos, / proscrito, / apátrida de todas las coronas, / acosado por toda la jauría, / vejado, / fustigado / por decretos / cincelados a punta de desprecio* [Hégire depuis toujours / sur tous les chemins, / proscrit, / apatride de toutes les couronnes, / harcelé par toute la meute, / brimé, / fustigé / par des décrets / gravés avec le ciseau du mépris], comme raconte avec des rimes flamencas bouleversantes le poète, dramaturge et professeur universitaire originaire de Grenade et espagnol-européen-universel José Heredia Maya, disparu il y a peu, dans un poème qui décrit le duel anti-épique des migrations roms.

Il s'agit d'ouvrir un processus transnational et évolutionnaire, de collaboration et d'accumulation, d'interaction et d'addition qui complète – en s'écoulant parallèlement et au fil d'autres expériences –, des intentions, des programmes et des projets tels que la Décennie 2005-2015 pour l'inclusion sociale des *Rromá* ou le cadre européen des stratégies nationales pour l'intégration des Roms jusqu'en 2020 (le déjà mentionné «*Horizon 2020*») et les plans nationaux auxquels nous avons fait référence. Un processus qui permet d'atteindre l'année 2017, en étant parvenu aux objectifs fondamentaux suivants dans les pays européens sur le territoire desquels habitent des citoyens roms :

- l'énoncé et la diffusion d'une pétition expresse de pardon aux descendants contemporains des victimes de la part des instances institutionnelles qui ont succédé

aux Gouvernements ayant poursuivi les Rromá / Tsiganes à différentes époques, comme un premier pas conduisant à leur réparation historique ;

- **la reconnaissance par tous les États, dans les forums européens transnationaux (CONSEIL DE L'EUROPE, UNION EUROPÉENNE, OSCE...) et dans les instances internationales des Nations Unies (ONU, UNESCO, OMS, OIT...) du *Them Rromanó* comme *Communauté transnationale à base multi-étatique*, avec le droit inaliénable, sous la tutelle des lois et des pouvoirs publics, de maintenir son identité, et de participer sur un pied d'égalité à la vie politique, économique, sociale et culturelle des pays dans lesquels ses citoyens vivent ;**
- **l'élimination de la distance sociale qui les éloigne et les maintient dans la ségrégation et la discrimination par rapport aux standards moyens des différents États où ils habitent, à travers l'implémentation de plans intégraux d'action soutenus avec l'aide de fonds sociaux et structurels prévus dans les pays communautaires, et l'implémentation de budgets spécifiquement dotés dans les pays extracommunautaires ;**
- **le couronnement du processus qui permette à la totalité de la citoyenneté rom / tsigane, de cesser d'être considérée comme *handicapée sociale dépendante*, pour atteindre le rang de participant pleinement coresponsable à tous les aspects de la vie quotidienne dans chacun des pays où elle habite, avec l'apport incontournable des protagonistes-destinataires de la société civile rom et des organisations où ils se regroupent ou s'associent.**

En guise de conclusion, permettez-moi de citer les paroles de l'année 2011 de la Vice-présidente de la Commission européenne et Commissaire chargée de la Justice, Mme Viviane Reding, à l'occasion de la présentation du Cadre européen des stratégies nationales d'intégration des Roms :

«Malgré les bonnes intentions manifestées par certains responsables politiques des États membres, les conditions de vie de la plupart des Roms n'ont presque pas évolué au cours de ces dernières années. Les actions visant à mettre un terme à l'exclusion des Roms – de l'enseignement, du marché du travail, des soins de santé et du logement - sont de la responsabilité conjointe des États membres. Il s'agit là d'un défi de taille. C'est la raison pour laquelle nous définissons des objectifs pour l'intégration des Roms et avons désormais besoin que toutes les capitales, régions et villes d'Europe s'engagent clairement à les mettre en œuvre dans la pratique. L'heure est venue d'aller au-delà des bonnes intentions et de joindre le geste à la parole.»

*Pero no nos perdamos en las sombras.
Si el silencio venció, aún late la palabra
(...) la palabra que tiene más alas que la historia.*

*[Mais ne nous perdons pas dans les ombres.
Si le silence a vaincu, la parole bat encore
(...) la parole qui a plus d'ailes que l'histoire.]*

Antonio Hernández, *Nueva York después de muerto* [inédit, jusqu'au 19 avril 2013].

Ta dikas amén ! Ainsi soit-il !

- (°) **Date de début de la campagne: le 9 mai 2013, Journée de l'Europe dans l'Union européenne
Lancement: 21 mai 2013, Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement, désigné par l'UNESCO en 2001**